

**Diagnostic des sols sur les lieux
accueillant des enfants et adolescents**

Déploiement national

**Collège privé Montesquieu
Sainte-Marie
Le Havre (Seine Maritime)**

Note de Première Phase (NPP)

N° 0761325C_RNPP

*Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents- Phase 1
Collège privé Montesquieu Sainte-Marie_ Région Haute Normandie _ Département de Seine Maritime _
Le Havre
Note de Première Phase (NPP) N° 0761325C_RNPP*

Diagnostic des sols sur les lieux accueillant des enfants et adolescents

Déploiement national

**Collège privé Montesquieu
Sainte-Marie
Le Havre (Seine Maritime)**

Note de Première Phase (NPP)

N° 0761325C_RNPP.DOCX



	Nom / Visa	Fonction
Rédacteur	Cécile PIMBERT	Chargée de projets
Vérificateur	Anne-Claire DEGRYSE	Responsable de projets
Approbateur	Stéphane VIRCONDELET	Directeur Technique

Préambule

Pourquoi diagnostiquer les sols ?

L'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur des sites potentiellement pollués est prévue par l'**action 19 du 2^{ème} Plan national santé environnement 2009-2013**. Les établissements concernés sont situés sur/ou à proximité immédiate d'anciens sites industriels ou d'activités de service recensés dans la base *BASIAS*¹. Si *BASIAS* fournit des informations sur les activités des sites industriels du passé, cette base de données ne permet en revanche pas de connaître l'état réel des sols. C'est la raison pour laquelle l'Etat a engagé, sur l'ensemble du territoire, une démarche de diagnostics environnementaux de ces établissements.

Cette démarche est pilotée par le Ministère en charge de l'Ecologie. Dans un souci d'équité et de cohérence, le BRGM a été chargé de l'organisation technique des diagnostics.

Une pollution des sols est-elle nécessairement préoccupante ?

Tout dépend des voies et des durées de contact entre les polluants et les usagers des lieux et de la nature de ces polluants.

Les usagers des lieux peuvent d'abord entrer en contact avec les polluants présents dans les sols via l'air qu'ils respirent (vapeurs et poussières), les aliments et l'eau qu'ils consomment, ou par contact direct avec les sols de surface et les poussières qui en seraient issues. En l'absence de contact, il ne peut pas y avoir d'effet néfaste sur les personnes.

La nature des polluants associés aux activités des anciens sites industriels intervient ensuite dans ces possibilités de contact :

- La plupart des **pollutions métalliques** (fonderies, forges, ...) restent dans les sols ou sur les poussières : il n'y a pas de vapeur. Un aménagement tel qu'un revêtement ou un enrobé peut empêcher tout contact. En l'absence d'un tel aménagement, ce sont essentiellement les jeunes enfants qui seront vulnérables car ils jouent au contact de la terre et peuvent en avaler.
- Les pollutions présentes dans les sols susceptibles de conduire à une pollution de l'air (il s'agit des **polluants volatils**) sont d'une autre nature. Si les fondations et les planchers des bâtiments ne sont pas étanches, les polluants peuvent s'accumuler à l'intérieur des locaux lorsqu'ils sont insuffisamment ventilés. Les populations concernées sont alors non seulement les enfants et les adolescents mais aussi les personnels fréquentant ces locaux. De même, les polluants volatils peuvent dégrader l'eau du robinet lorsque les canalisations empruntent des terrains pollués.

¹ Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

Comment sont réalisés les diagnostics ?

Sur le plan technique, les diagnostics consistent à vérifier la compatibilité des usages par des contrôles de la « **qualité des milieux d'exposition** » en considérant les « **scénarios d'exposition** » suivants :

- Lorsque des polluants sont susceptibles d'avoir dégradé la qualité des sols, le scénario d'exposition par « ingestion de sol » est retenu pour les établissements accueillant les enfants de moins de 6 ans, pour les instituts médico-éducatifs (IME) quel que soit l'âge des enfants ou lorsque des logements de fonction sont présents dans le périmètre accessible de l'établissement. Dans ces cas, la qualité des sols de surface (0-5cm) non recouverts est contrôlée.
- Lorsque des substances volatiles (benzène, produits chlorés...) sont susceptibles de dégrader la qualité de l'air à l'intérieur des bâtiments de l'établissement et la qualité du réseau de distribution d'eau potable de celui-ci, les scénarios d'exposition par « inhalation » et par « ingestion d'eau du robinet » sont retenus.

Pour le scénario d'exposition par « inhalation », la qualité de l'air situé dans les vides sanitaires, sous les fondations et sous les planchers des bâtiments est d'abord mesurée. Si de fortes concentrations de polluants sont constatées, la qualité de l'air à l'intérieur des locaux est alors contrôlée. Pour le scénario d'exposition par « ingestion d'eau du robinet », la qualité de l'eau du réseau de distribution d'eau potable est contrôlée.

- Le scénario d'exposition par « consommation des fruits et légumes des jardins potagers » est enfin retenu lorsque les sols sont susceptibles d'avoir été pollués et que les fruits et légumes issus des jardins sont effectivement consommés. Dans ces établissements, la qualité des sols dans les 30 premiers centimètres est contrôlée. En cas d'anomalie dans les sols, la qualité des fruits et légumes est alors contrôlée.

En ce qui concerne les arbres fruitiers présents au droit des établissements, la consommation de leurs fruits est saisonnière et s'effectue à une période où les enfants sont peu présents. Dans ce cas, le scénario d'exposition par « consommation de fruits » n'est pas retenu et, sauf cas particulier, la qualité des fruits n'est pas contrôlée.

Comment se formalise le résultat des diagnostics ?

A l'issue des diagnostics, les établissements sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- Catégorie A : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème ».
- Catégorie B : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées ».
- Catégorie C : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ».

Les définitions de ces trois catégories ont été élaborées afin d'être compréhensibles par tous, y compris par un public non-averti.

Elles visent à résumer la réponse à la question suivante : "Y a-t-il un problème pour les usagers ?".

Après les diagnostics, quelles précautions particulières doivent être prises ?

Pour tous les établissements : garder la mémoire du passé

Tous les établissements concernés par la démarche sont situés sur l'emprise ou à proximité immédiate de l'emprise d'anciens sites industriels ou d'activités potentiellement polluantes. Aussi, il est essentiel que la mémoire de ce passé soit conservée.

Pour sécuriser les éventuels futurs changements d'usage intervenants au sein des établissements ou en cas de travaux de réaménagement, la situation devra être réévaluée par le maître d'ouvrage au regard des résultats des diagnostics réalisés.

Pour les établissements de la catégorie B : des précautions d'usage au quotidien sont rappelées

Si, à l'heure actuelle, les sols des établissements en catégorie B ne posent pas de problème, la présence de pollution n'en reste pas moins potentielle ou avérée.

Selon les cas, la présence et le maintien en bon état de dispositifs tels que des dalles en béton, des revêtements de sols ou des vides sanitaires ventilés empêchent ou limitent efficacement l'accès aux sols nus et les transferts de polluants à l'intérieur des bâtiments.

Aussi, il est essentiel que les maîtres d'ouvrage veillent au maintien en bon état des bâtiments et des installations et, surtout, qu'ils prennent des précautions particulières préalablement à toute modification de l'usage des lieux ou aménagement des bâtiments et, d'une manière plus générale, préalablement à tous travaux.

Le recours à des prestataires spécialisés dans le domaine des sites pollués, notamment aux prestataires disposant de la certification du LNE dans le domaine des sites et sols, adossée aux normes de service NF X 31 620, est fortement recommandé.

SYNTHESE

1- Description de l'établissement scolaire, résultats de la visite de l'établissement

Le collège privé Montesquieu Sainte-Marie est situé au 19 rue Clovis dans la ville basse du Havre (76). Le collège accueille environ 320 élèves âgés de 11 à 16 ans encadrés par une cinquantaine de personnes.

Le collège, propriété de l'Association Immobilière de la Région Normande (AIRN), s'étend sur une surface d'environ 2 520 m² et comprend :

- un bâtiment d'un étage accueillant les salles de classes des élèves au rez-de-chaussée et au premier étage,
- un bâtiment de deux étages accueillant les salles de classes des élèves au rez-de-chaussée bas, au rez-de-chaussée et au premier étage,
- un bâtiment d'un étage accueillant les salles de classes au rez-de-chaussée bas et au rez-de-chaussée,
- un bâtiment de deux étages accueillant deux salles de classes au premier étage,
- un gymnase avec un étage et un bâtiment sanitaire de plain-pied,
- un espace contigu au bâtiment nord abritant une ancienne cuve de fioul aérienne et dégazée,
- des espaces extérieurs constitués:
 - de zones de récréation et de passage recouverts d'enrobé ou de béton en bon état,
 - d'une zone enherbée non accessible aux enfants.

Au cours de la visite, il a été constaté la présence d'un sous-sol partiel au droit d'un bâtiment et l'absence de jardin potager pédagogique.

Il a été constaté que les salles de classes sont ventilées de façon naturelle.

L'établissement est dans un bon état général, notamment en ce qui concerne les dalles des différents niveaux de l'ensemble des bâtiments.

Aucun indice visuel ou olfactif de pollution n'a été détecté au cours de la visite de site.

2- Résultats des études historiques et documentaires

La contiguïté supposée du collège privé Montesquieu Sainte-Marie avec un ancien atelier de fabrication et de travail des métaux (BASIAS HNO7602921) recensé dans la base de données BASIAS a conduit à le retenir dans la liste des établissements concernés par la démarche de diagnostic.

Les études documentaires et historiques réalisées dans le cadre de cette démarche n'ont pas permis de définir précisément l'emprise de l'ancien atelier de fabrication et de travail des métaux. Celui-ci sera considéré comme contigu à l'établissement. Ce site a exercé des activités d'atelier de fabrication et de travail des métaux (galvanisation) de 1886 à une date inconnue (après 1919, activité terminée).

Par ailleurs, trois autres sites potentiellement polluants non référencés dans la base de données BASIAS, ont été retenus dans l'environnement proche de l'établissement. Il s'agit d'un ancien dépôt militaire situé au droit des bâtiments du collège utilisé lors de la première guerre mondiale ainsi que de deux sites à activités inconnues comportant des cheminées localisés respectivement au sud-ouest et au nord-est de l'établissement.

Les informations obtenues lors de la visite du collège, de la consultation des archives et de l'examen des photographies aériennes montrent que trois des six bâtiments ont été construits vers 1854 et que deux autres bâtiments ont été construits entre 1971 et 1978 ainsi qu'en 1997. Le sixième bâtiment a été construit avant 1854 et réaménagé en 1997.

3 - Résultats des études géologiques et hydrogéologiques

L'étude du contexte géologique et hydrogéologique a montré la présence d'une nappe d'eau souterraine. Cette nappe se trouve à environ 4 mètres de profondeur au droit du collège.

L'écoulement naturel de cette nappe alterne du nord-est au sud-ouest à la faveur des marées. Au vu des éléments disponibles (Base de données ADES, Connaissance locale,..), ce sens d'écoulement n'est pas susceptible d'être perturbé localement par les usages de la nappe.

L'établissement est donc situé en aval hydraulique potentiel du site BASIAS HNO7602921 et des deux sites industriels à activités inconnues. Pour rappel, l'établissement est superposé à un ancien dépôt militaire.

4 - Etude des influences potentielles des anciens sites industriels sur l'établissement scolaire

Le fonctionnement des deux anciens sites industriels d'activités inconnues est susceptible d'avoir dégradé la qualité des sols superficiels par des retombées atmosphériques (présence de cheminées) compte tenu de leur proximité avec l'établissement. De plus, la superposition de l'ancien dépôt militaire avec l'établissement est également susceptible d'avoir dégradé la qualité de sols superficiels.

L'ancien atelier de fabrication et de travail des métaux/galvanisation BASIAS HNO7602921, l'ancien dépôt militaire et les deux anciens sites industriels à activités inconnues ont mis en œuvre des substances volatiles. Etant situés en superposition, en contiguïté ou en amont hydraulique potentiel de l'établissement, la qualité de l'air dans les bâtiments doit être contrôlée.

Les réseaux d'eau potable traversent potentiellement l'emprise de l'ancien dépôt militaire, des substances volatiles ayant été mises en œuvre, la qualité de l'eau du robinet doit être contrôlée.

5 - Scénarios d'exposition aux polluants

Au regard de ces éléments, les potentiels scénarios d'exposition sont les suivants :

Pour les sols :

S'agissant d'un établissement sans logement de fonction, qui n'accueille pas d'enfant de moins de 6 ans, le scénario d'exposition par ingestion de sols n'est pas considéré.

Pour l'air :

La qualité de l'air dans les bâtiments étant susceptible d'être dégradée, la voie inhalation est retenue. Des prélèvements et des analyses doivent être réalisés pour contrôler leur qualité.

Pour l'eau du robinet :

La qualité de l'eau potable étant susceptible d'être dégradée, le scénario d'ingestion d'eau est retenu. Des prélèvements et des analyses doivent être réalisés pour contrôler sa qualité.

Pour les fruits et légumes produits :

En l'absence de jardin pédagogique, le scénario d'ingestion de fruits et légumes n'est pas considéré.

Compte tenu de l'existence de scénarios d'exposition, le collège privé Montesquieu Sainte-Marie (n° 0761325C) **doit faire l'objet d'une campagne de diagnostics sur les milieux pertinents (phase 2) à l'issue de la phase 1.**

Les informations disponibles à ce stade ne mettent pas en évidence la nécessité de mettre en place des dispositions de gestion provisoires dans l'attente des résultats des investigations de phase 2.

Le programme d'investigations de phase 2 concerne l'air sous dalle au droit de salles situées au rez-de-chaussée des bâtiments et l'eau du robinet accessible dans les bâtiments et les sanitaires.

Cet avis concerne la configuration actuelle de l'établissement et se base sur les connaissances techniques et scientifiques du moment, au regard de la méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la démarche.